



**mission
inclusion**

**Revue de presse
1^{er} au 15 novembre 2022**



Table des matières

Mission inclusion.....	4
L'ART D'ASSURER SA PÉRENNITÉ FINANCIÈRE	5
Les Affaires – 2022-11-1 – p. 12 & 13	5
PHILANTHROPIE : MIREILLE LAVIGNE, DE MISSION INCLUSION : « ON VIT DES MOMENTS DIFFICILES »	7
La Presse – 2022-11-15	7
La Presse+ - 2022-11-15 - p. PORTFOLIO_4	7
Champs d'action au Québec.....	9
LA MUNICIPALITE DE TINGWICK PREND LES GRANDS MOYENS POUR AIDER LES AINÉS VULNERABLES	10
Radio-Canada – 2022-11-01	10
BESOIN DE SOUTIEN POUR POURSUIVRE SON ŒUVRE	11
Journal Le Soir – 2022-11-2	11
À SAINT-JEROME, L'ITINERANCE, OU LE JEU DU CHAT ET DE LA SOURIS	13
Le Devoir – 2022-11-08 – p. A1 & A8	13
CLAUDE PINARD, LE PDG QUI VEUT JASER PAUVRETE	16
Les Affaires – 2022-11-9	16
SE CONCERTER POUR MIEUX AIDER	18
Journal Le Nord – 2022-11-9 – p. 22 & 23	18
L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE MIS EN PERIL	20
Le Journal de Montréal – 2022-11-9 – p. 28	20
Le Journal de Québec – 2022-11-9	20
LA GUIGNOLEE DES MEDIAS PLUS PERTINENTE QUE JAMAIS	22
L'info du Nord – 2022-11-11	22
DES AGRICULTEURS VEULENT ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE L'ESTRIE	23
Noovo Info – 2022-11-14	23
ITINERANCE : UNE NOUVELLE UNITE PERMANENTE D'HEBERGEMENT OUVERTE A VICTORIAVILLE	24
La Nouvelle Union – 2022-11-14	24
GUYLAINE TREMBLAY EST SENSIBLE AUX JEUNES QUI VIVENT DANS LA RUE	26
Le Journal de Québec – 2022-11-15 – p. 31	26
LE DON: UN GESTE ESSENTIEL A L'EQUILIBRE DE NOTRE SOCIETE	28
Le Journal de Québec – 2022-11-15	28
Champs d'action à l'international.....	30
SECURITE ALIMENTAIRE: LE PAM PRET A ACCORDER SON AIDE AU CAMEROUN	31
Actu Cameroun - 2022-11-01	31



HUIT MILLIONS DE PERSONNES MENACEES DE FAMINE AU SOUDAN DU SUD, SELON L'ONU	32
Agence France-Presse (via Le Devoir) – 2022-11-03	32
BURKINA FASO: LUTTER CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	34
LES INONDATIONS TORRENTIELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST NUISENT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	37
Zone Bourse avec Reuters – 2022-11-09.....	37
LES BENINOISES MISENT SUR LES TECHNOLOGIES TRADITIONNELLES POUR REPENDRE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE	39
Pieuvre.ca – 2022-11-10.....	39
LE CASSE-TETE DES ITINERANTS ET DES ORGANISMES MANITOBAINS REPREND AVEC LA PREMIERE NEIGE	42
Radio-Canada – 2022-11-13	42
LA POPULATION MONDIALE FRANCHIRA LE CAP DES 8 MILLIARDS D'HUMAINS MARDI	44
The Associated Press (via L'Hebdo Journal) – 2022-11-15	44
ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : QUEBEC VERSE 10 MILLIONS POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	45
La Presse+ - 2022-11-15 - p. ACTUALITÉS_15	45
La Presse – 2022-11-15	45
Actualité à surveiller.....	48
TITRE	49
MÉDIA – DATE - PAGE.....	49



Mission inclusion



L'ART D'ASSURER SA PÉRENNITÉ FINANCIÈRE

Les Affaires – 2022-11-1 – p. 12 & 13

Par : Maxime Bilodeau

<https://www.lesaffaires.com/dossier/philanthropie-des-dirigeants-face-a-la-tempete/l-art-d-assurer-sa-perennite-financiere/637456>

12

Dossier - Philanthropie

L'art d'assurer sa pérennité financière

Maxime Bilodeau
C'est un lieu commun : les gestionnaires d'organismes de bienfaisance ont des compétences à l'échelle internationale. Ils savent comment faire passer un message, comment négocier, comment travailler en équipe. Mais ils ont aussi une responsabilité : assurer la pérennité financière de leur organisation. C'est le nerf de la guerre ! Il faut savoir rayonner en dehors de son écosystème traditionnel et explorer d'autres sources de financement que celles de nature publique. »

Mission Inclusion. La diversification de ses bailleurs de fonds fait partie des sujets fréquemment abordés. « C'est le nerf de la guerre. Il faut savoir rayonner en dehors de son écosystème traditionnel et explorer d'autres sources de financement que celles de nature publique. »

elles, se seraient habilement. André Fortin, le grand patron de la région, a voulu rendre hommage à une personne de grande envergure. Le nombre de dons reçus par Mission Inclusion, l'organisme de bienfaisance qui a pour mandat de promouvoir la culture québécoise, a augmenté de 32% en 2021 par rapport à l'année précédente. Les dons en ligne ont subi une croissance spectaculaire et représentent maintenant plus de 42% de toutes les transactions effectuées.

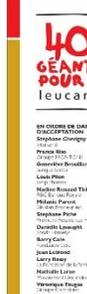
Des canaux numériques. Le nombre de dons reçus par Mission Inclusion, l'organisme de bienfaisance qui a pour mandat de promouvoir la culture québécoise, a augmenté de 32% en 2021 par rapport à l'année précédente. Les dons en ligne ont subi une croissance spectaculaire et représentent maintenant plus de 42% de toutes les transactions effectuées.



Les dons en ligne représentent maintenant 42% de toutes les transactions auprès des organismes. © J. D'Amico

La philanthropie. L'investissement social est un domaine qui a gagné en visibilité ces dernières années. Les investisseurs de type impact ont investi dans des entreprises qui ont un impact positif sur la société. Les investisseurs de type impact ont investi dans des entreprises qui ont un impact positif sur la société.

Le planétaire. L'investissement social est un domaine qui a gagné en visibilité ces dernières années. Les investisseurs de type impact ont investi dans des entreprises qui ont un impact positif sur la société.



MISSION ACCOMPLIE
L'année 2021, 40 Géants qui ensemble, ont investi 1,6 million de dollars afin d'améliorer les traitements et la vie des enfants ayant survécu au cancer.



Des canaux numériques. Le nombre de dons reçus par Mission Inclusion, l'organisme de bienfaisance qui a pour mandat de promouvoir la culture québécoise, a augmenté de 32% en 2021 par rapport à l'année précédente. Les dons en ligne ont subi une croissance spectaculaire et représentent maintenant plus de 42% de toutes les transactions effectuées.

LE DON planifié...

Avantageux pour vous et ceux qui comptent pour vous.

Un don planifié permet à La rue des Femmes d'assurer des soins essentiels aux femmes en état d'itinérance. Et pour vous et vos ayants droit, il procure des avantages financiers importants.

COMMUNIQUEZ AVEC NOUS POUR EN SAVOIR PLUS!

laruedesfemmes.org | 514 284-9665 | info@laruedesfemmes.org

PHILANTHROPIE. C'est un lieu commun : les gestionnaires d'organismes de bienfaisance sont tellement pris dans les opérations quotidiennes qu'ils négligent de développer de nouvelles compétences. À plus ou moins long terme, cela peut compromettre la pérennité financière — donc la survie — de leur organisme. Pourtant, relativement à l'adversité, les gestionnaires d'organismes caritatifs disposent de plusieurs stratégies pour se sortir la tête de l'eau.

Bien consciente de cette lacune, Mission Inclusion offre du soutien en accompagnement organisationnel pour la combler. Une formule unique en son genre qui, depuis plus de deux décennies, a bénéficié à environ 200 organismes au Québec. « L'idée est d'aider les organismes bénéficiaires à s'outiller afin d'être plus à même de remplir leur mission. Plusieurs ne pourraient s'offrir ce luxe autrement, faute de ressources », explique Danielle Filion, directrice des programmes au Québec à Mission Inclusion. La diversification de ses bailleurs de fonds fait partie des sujets fréquemment abordés. « C'est le nerf de la guerre ! Il faut savoir rayonner en dehors de son écosystème traditionnel et explorer d'autres sources de financement que celles de nature publique. »

« C'est comme apprendre à quelqu'un à pêcher », renchérit Isabelle Morin, directrice principale du développement et des communications à Mission Inclusion. Ces services offerts en partenariat avec des firmes externes autonomisent en effet le milieu caritatif dans sa recherche de nouvel argent. « Il existe une quarantaine de techniques différentes pour aller chercher de nouveaux donateurs. On touche aussi bien aux nouvelles tendances en philanthropie, comme les activités pair à pair, qu'à la sollicitation par courriel ou par papier », raconte-t-elle.



La nature même des échanges a changé dans les dernières années. « Il y a dix ans encore, on envoyait une lettre pour solliciter des dons, dans une logique transactionnelle, se souvient Isabelle Morin. Aujourd'hui, les gens exigent des rapports d'évaluation d'impact et veulent sentir qu'ils ont la possibilité de faire une différence. » Grâce au soutien en accompagnement organisationnel offert par Mission inclusion, l'organisme montréalais voué au cirque social Cirque Hors Piste a par exemple été en mesure de s'offrir une première planification stratégique, avec des orientations de nature financière.

Des encans numériques

La pandémie de COVID-19 est venue modifier nombre d'habitudes bien établies en matière de philanthropie. Les événements de type gala et en hommage à une personne décédée sont par exemple moins populaires. Le nombre de donateurs qui les fréquentent a chuté radicalement entre 2019 et 2020, peut-on lire dans un rapport sur l'évolution de la philanthropie au Québec publié en juin dernier. En contrepartie, les dons en ligne ont subi une croissance accélérée et représentent maintenant près de 12 % de toutes les transactions, selon cette même étude sectorielle.

La plateforme Followmybid, lancée à l'automne 2020 par l'entreprise québécoise Nmédia, fait écho à cette tendance. Grâce à cette dernière, des organismes tels que Centraide du Grand Montréal et Opération Enfant Soleil organisent de manière autonome des encans en ligne entièrement personnalisables. Ainsi, il est par exemple possible de modifier en temps réel les descriptions de lots afin de relancer l'engouement. En comparaison avec un encan silencieux traditionnel, Followmybid générerait 25 % plus de bénéfices. En cause : une plus grande participation combinée à un encan plus interactif.

Les organismes sans but lucratif représentent 85 % des utilisateurs de Followmybid. L'autre 15 % est composé de PME qui cherchent à redonner de manière ludique, et économique. « Nous ne taxons pas leur succès, c'est-à-dire que nous ne conservons aucun pourcentage de leurs ventes », indique Yannick Sawyer, directeur de la commercialisation à Followmybid. La plateforme permet en ce sens d'« inverser le cycle de la philanthropie ». « Au lieu de confier leur levée de fond à une tierce partie, les entreprises la réalisent en interne, puis remettent l'argent à la cause de leur choix », détaille-t-il.

Des amendements salués

Les organismes de bienfaisance du pays peuvent désormais nouer des partenariats équitables avec les donateurs non reconnus par l'Agence du revenu du Canada. Cela résulte d'amendements au projet de loi d'exécution du budget adoptés le printemps dernier. « La formulation de l'ancienne politique compliquait de telles collaborations, ce qui pénalisait l'ensemble du secteur de la bienfaisance », souligne Pascal Lépine, vice-président au conseil d'administration d'Imagine Canada. Ces amendements ont plus spécifiquement trait à l'élimination de mesures de contrôle et de direction décrites comme « paternalistes » par Imagine Canada.

[Retour à la table des matières](#)



PHILANTHROPIE : MIREILLE LAVIGNE, DE MISSION INCLUSION : « ON VIT DES MOMENTS DIFFICILES »

La Presse – 2022-11-15

La Presse+ - 2022-11-15 - p. PORTFOLIO_4

Par : Samuel Larochelle

<https://www.lapresse.ca/affaires/portfolio/2022-11-15/philanthropie/mireille-lavigne-de-mission-inclusion-on-vit-des-moments-difficiles.php>



Alors que les organismes communautaires ont besoin plus que jamais de la générosité du public pour réussir leur mission, la philanthropie vit elle-même une crise. « Notre réseau de bénévoles s'est effrité, souligne Mme Lavigne. Les revenus tirés des évènements-bénéfice sont moins grands et les partenariats corporatifs sont un petit peu moins généreux. »

L'inflation des derniers mois accentue les défis au quotidien. « On vit des moments difficiles et ça va continuer d'être ardu dans les prochains mois. Il faut travailler fort et revoir nos façons de faire. »

Les vieilles méthodes

Forcées de s'adapter, les organisations philanthropiques sont nombreuses à renouer avec de « vieilles » procédures : publipostage, appels téléphoniques personnalisés, rentes viagères, etc. « Ce sont des méthodes qui assurent un meilleur rendement sur l'investissement. »

Elles permettent aussi des économies substantielles dans un contexte où les coûts de main-d'œuvre montent en flèche. « J'ai discuté avec plusieurs personnes du secteur et on a environ 25 % de dépenses supplémentaires cette année. »

Autre moyen de renverser la tendance : se reconnecter sur les donateurs individuels, qui semblent plus nombreux que jamais.



On vit présentement l'un des plus gros transferts de richesse intergénérationnels, car il y a davantage de personnes âgées que de personnes jeunes, et donc plus de gens qui lèguent aux prochaines générations que jamais dans l'histoire. Les organisations peuvent en bénéficier.

Mireille Lavigne, conseillère en développement philanthropique chez Mission Inclusion

Il est cependant moins aisé de convaincre les jeunes de donner au suivant. « C'est une génération qui croit que son bénévolat vaut pour un don. Ce n'est pas nécessairement inné pour eux de donner des sous. »

Les débuts d'une vocation

Mireille Lavigne a adhéré aux vertus de l'entraide au milieu de l'adolescence. « À 14 ans, je faisais de l'animation à l'École de cirque de Verdun et cette expérience a ancré une valeur communautaire très forte en moi. C'est d'ailleurs là-bas que j'ai fait mes premières petites collectes de fonds. »

Effectuant ensuite ses premiers pas dans le secteur privé, elle s'est heurtée à un mur. « J'ai senti immédiatement que ce n'était pas ma tasse de thé de travailler pour un employeur qui veut juste faire de l'argent sur mon dos. Je me suis dirigée vers la philanthropie par la suite. »

Après 10 ans à s'investir auprès de la Fondation Sablon, elle a fait sa place dans l'équipe de Mission Inclusion. « Je sollicite les fondations privées, je gère les dons majeurs individuels et ceux des organisations religieuses. »

Et surtout, elle fait œuvre utile. « Mon travail me permet de changer le monde à ma façon et de laisser un monde plus équitable après moi. »

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



LA MUNICIPALITE DE TINGWICK PREND LES GRANDS MOYENS POUR AIDER LES AINES VULNERABLES

Radio-Canada – 2022-11-01

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1929555/tingwick-aines-vulnerables-municipalite>

La Municipalité de Tingwick, dans le Centre-du-Québec, prend les grands moyens pour détecter les aînés vulnérables sur son territoire.

Vingt-deux employés municipaux viennent de terminer une formation de concert avec le Carrefour d'entraide bénévole des Bois-Francs.

Félix Hamel-Small, un inspecteur municipal en bâtiments et en environnement pour la municipalité, a notamment participé à la formation.

Je vois les citoyens non seulement au bureau, mais également sur leur propriété et sur les propriétés publiques. En les côtoyant, ce qui est intéressant d'apprendre dans la formation, ce ne sont pas nécessairement des phénomènes médicaux qui sont complexes, c'est plutôt à quel signe être attentif sur le terrain avec les gens, souligne-t-il.

Selon le maire Réal Fortin, les mises en situation auxquelles les employés ont été confrontés leur permettront de mieux déceler les contextes d'isolement et de détresse potentiels chez les aînés de la communauté.

« Tous les jours, ils ont à côtoyer les citoyens de Tingwick. Ils ont l'œil attentif. On voulait pouvoir sécuriser nos aînés. » — Une citation de Réal Fortin, maire de Tingwick

La formation permet que les employés municipaux, qui sont parfois, même souvent directement en contact avec les résidents, soient en mesure de dépister des gens qui pourraient peut-être être à risque dans leur domicile, qui pourraient peut-être avoir besoin d'aide, pour pouvoir les référer aux bonnes personnes, ajoute le travailleur au Carrefour d'entraide des Bois-Francs, Éric Veilleux.

Dans un contexte où la population est vieillissante et souhaite de plus en plus rester à domicile, l'initiative était incontournable, selon des passants croisés par Radio-Canada mardi.

La population est vieillissante, il y en a beaucoup qui sont tous seuls. Ils n'ont pas tous des enfants, pas tous des conjoints. Ceux qui ont des enfants, des fois, ils sont loin. Entre eux autres, il faut se protéger, constate Micheline Houde, une résidente.

On est rendus dans les personnes âgées. Ça prend ça comme genre de comité de surveillance, renchérit Benoît Nault, un autre résident du secteur.

La municipalité assure être la première à offrir ce type de formation qui, selon le maire, pourrait être utile dans d'autres régions.

Là, on a appris comment réagir à des situations. On en est sorti grandi, assure Réal Fortin. La municipalité compte offrir la même formation à ses résidents au printemps prochain.

Avec les informations de Jean-François Dumas

[Retour à la table des matières](#)



BESOIN DE SOUTIEN POUR POURSUIVRE SON ŒUVRE

Journal Le Soir – 2022-11-2

Par : Pierre Michaud

<https://journallesoir.ca/2022/11/02/besoin-de-soutien-pour-poursuivre-son-oeuvre/>

Pro-Jeun-Est en campagne de financement pour le bien de l'éducation

L'organisme de soutien scolaire Pro-Jeune-Est donne le coup d'envoi à sa campagne annuelle de financement 2022, sous la présidence d'honneur de Karine Jean, directrice générale de la Plomberie Saint-Pie X de Rimouski.

Pendant tout le mois de novembre, Pro-Jeune-Est sollicitera les citoyens et les entreprises avec l'objectif d'amasser 40 000 \$.

« Les sommes recueillies permettront d'assurer la continuité des programmes actuels d'aide à la motivation, mais également de mettre sur pied de nouveaux projets, dont la création d'outils gratuits pour les jeunes et leurs parents, que ce soit pour les aider à mieux gérer l'anxiété, à planifier de manière plus efficace l'horaire familial ou pour favoriser une adaptation harmonieuse aux changements et transitions », a précisé l'organisme, hier, lors d'une conférence de presse.

Accompagnement

Pro-Jeune-Est souhaite également développer de nouvelles ententes avec des professionnels en pratique privée pour accompagner les familles à faible revenu dans leur quotidien, notamment avec des travailleurs sociaux, conseillers en orientation ou orthophonistes.

« Chaque année, l'équipe de Pro-Jeune-Est et ses bénévoles travaillent avec conviction et bienveillance pour accompagner les élèves en difficulté, leur donner confiance et les aider à atteindre leur plein potentiel », souligne Véronique Thibault, directrice de Pro-Jeune-Est.

On est d'ailleurs en période de recrutement de bénévoles.

Nouveaux outils

« Cette année, notre campagne de financement donnera un élan à nos projets porteurs et solidifiera l'environnement de nos jeunes grâce à de nouveaux outils dynamiques et partenariats essentiels. En donnant aux parents les moyens de mieux appuyer les élèves durant leurs parcours scolaire et social, nous contribuerons à leur mieux-être et encouragerons leur réussite, dans la vie quotidienne comme à l'école », ajoute madame Thibault.

« Je suis profondément honorée de participer, pour une deuxième année consécutive, à la campagne de financement annuelle de Pro-Jeune-Est. Nos jeunes sont la génération de demain et nous devons tout mettre en œuvre pour assurer leur succès et leur développement. Je lance ainsi un appel de générosité afin de soutenir Pro-Jeune-Est. Votre don aura un impact positif significatif dans le quotidien des jeunes et leur réussite », soutient Karine Jean, présidente d'honneur de la campagne.

Autres partenaires



Depuis plusieurs années, Pro-Jeune-Est compte également sur l'appui de TELUS, de Desjardins, de la Corporation du Grand séminaire de Rimouski, du Centre de services scolaire des Phares et des Chevaliers de Colomb.

« L'an dernier, la campagne de financement avait permis d'amasser plus de 42 000 \$ pour le déploiement du programme Apprentis tuteurs dans un plus vaste territoire et pour développer le projet Répît qui permet d'accueillir, dans les nouveaux locaux de Pro-Jeune-Est, des jeunes vivant avec des défis d'adaptation en classe ou à risque d'être suspendus », note l'organisme.

La motivation des jeunes

Pro-Jeune-Est a une double mission, éducative et sociale. Elle se traduit par le soutien apporté aux jeunes en difficulté d'apprentissage et d'adaptation scolaire et sociale, de même qu'à leur famille, « dans une démarche préventive, continue et concertée afin d'améliorer leur développement global vers un mieux-être. »

Depuis plus de 30 ans, les actions concrètes de l'organisme et de ses bénévoles ont permis les réalisations suivantes :

Plus de 6 000 jeunes furent accompagnés grâce à l'engagement de plus de 4 700 apprentis et tuteurs d'espoir bénévoles qui ont joué un rôle clé dans la motivation et réussite de ces élèves, dans le cadre du programme de parrainage scolaire. Près de 9 000 adultes de la région ont bénéficié des ateliers de l'organisme liés à l'aide à la motivation des jeunes.

750 adolescents

Près de 400 jeunes ont été recommandés au service alternatif pour les adolescents en suspension, un programme qui offre un soutien aux jeunes vulnérables et favorise une intégration harmonieuse à la vie scolaire et sociale. Ceci représente plus de 750 jours de présence.

Plus de 750 adolescents ont participé aux activités du programme l'Antre-Classe offert aux écoles secondaires Langevin et Saint-Jean de Rimouski. Ce programme offre un milieu de vie à l'intérieur même des écoles pour mobiliser les jeunes et prévenir le décrochage scolaire.

Pour plus d'information sur les programmes et la mission de Pro-Jeune-Est, cliquez ici.

Les détails sur la campagne sont disponibles dans l'onglet « Faire un don ».

[Retour à la table des matières](#)



l'organisme a perdu la majorité de son financement du CISSS. Puis, cet automne, la Ville les a évincés.

«Depuis janvier, on a eu 1300 plaintes de citoyens, ça ne pouvait pas continuer», explique le maire de Saint-Jérôme, Marc Bourcier. «C'était très difficile pour l'entourage. Et moi, comme maire, je ne m'occupe pas d'itinérance, parce que c'est un problème du gouvernement provincial, par contre, la sécurité des gens était extrêmement importante.» Le village des Schtroumpfs Dans les heures qui ont suivi la fermeture du refuge, le 1er octobre, des tentes bleues sont apparues juste derrière le refuge La Hutte, à l'église Sainte-Paule. Ils ont appelé ce campement le «village des Schtroumpfs». Au début, tout allait bien. Mais cela a rapidement dégénéré, racontent ceux qui y ont séjourné. La violence et la drogue étaient devenues omniprésentes, au point que certains sont partis dans le bois monter de nouveaux campements.

Le maire de Saint-Jérôme a fait adopter un règlement interdisant les campements dans les parcs, invoquant des questions de sécurité. Le 25 octobre, trois campements ont ainsi été démantelés par le service des incendies de la Ville, sous surveillance policière. Des intervenants du CISSS étaient là pour offrir de l'aide à ceux qui le souhaitaient.

La majorité ont été relocalisés à La Hutte, qui a ouvert une vingtaine de lits de débordement pour l'occasion. Mais comme Le Devoir a pu le constater, plusieurs se sont néanmoins retrouvés à la rue, sans ressources.

Le problème, c'est que depuis la fermeture du Book humanitaire, il n'existe plus aucun refuge qui accueille tout le monde, sans restriction, pour leur offrir un toit et un repas chaud.

Mais le maire est catégorique:il ne veut plus de ce type de ressource, qui ne fait que «nourrir l'itinérance», selon lui. «On a décidé de s'occuper d'itinérance de manière différente à Saint-Jérôme, explique-t-il fièrement. On s'est tournés vers La Hutte, un exemple favorisé par le ministère. C'est un modèle où on ne fait pas juste leur donner du poisson, on leur donne une canne à pêche.» Réinsertion:pas pour tout le monde Or, parmi la population itinérante, tous ne sont pas prêts à entamer une démarche de réinsertion, plaide Chantal Dumont. «Ils ont décroché de la société pour une raison et, là, on pousse pour les y faire entrer de force à nouveau. Il faut y aller à leur rythme. Si on attend qu'ils soient prêts pour leur donner une chance, on risque d'en retrouver une grosse gang de morts derrière des conteneurs.»Étienne, 36 ans, n'est pas prêt à se «repandre en main»et n'a pas envie d'arrêter de consommer. «J'ai déjà essayé bien des méthodes, des stratégies, dit-il, en mimant des guillemets avec ses doigts. Je suis rendu à ma troisième vie, mais je ne suis pas un chat.»Jusqu'à tout récemment, Étienne passait ses nuits sur les divans du Book humanitaire. Quand il déplaçait trop d'air, Chantal l'envoyait faire un tour. Aujourd'hui, il n'a nulle part où dormir. «Il ne veut pas d'une maison, ce qu'il veut, c'est un endroit où se reposer, un drop in, explique Chantal. Est-on obligés de lui imposer une réinsertion ?»Étienne et Chantal rejoignent Mélanie, qui traîne sa vie dans un panier d'épicerie depuis cinq ans. «Je dors dans la rue, n'importe où, où la police ne nous écoeure pas», raconte-t-elle.

Mélanie a «mangé des volées»plus souvent qu'à son tour dans la rue. Mais elle refuse catégoriquement d'aller dans des ressources d'hébergement comme La Hutte. «C'est pire qu'une prison là-dedans !»lance-t-elle, énervée de toujours se faire poser cette question.

Une femme passe, les yeux au sol. Chantal se lance à sa poursuite. «Hé, Ruth ! Ça fait une semaine qu'on te cherche partout. Es-tu correcte ?»Ruth râle un peu contre le bureau de l'assurance-emploi qui lui demande des papiers qu'elle a perdus depuis longtemps avant de



poursuivre sa route. Soulagée de la savoir en vie, Chantal appelle un policier pour lui donner l'information.

Un peu plus loin, un homme s'est construit un campement de fortune, caché dans un arbre. Il ne sait pas combien de temps il pourra y dormir avant que la police ne le trouve et lui demande de déménager. Au bord de la rivière, Jacques vient justement d'être informé qu'il doit démonter sa tente. «Il est en maudit parce qu'on lui a dit qu'il fallait qu'il parte d'ici demain midi, et il ne sait pas où aller», résume Chantal, qui lui apporte un sandwich en guise de réconfort.

Responsabilité Malgré les critiques de certains, le directeur général de La Hutte, François Savoie, croit à son modèle de réinsertion, qui vise à «briser le cercle de l'itinérance». Mais il est conscient que cela ne convient pas à tout le monde. «On offre une possibilité, mais il y a d'autres maisons d'hébergement dans les Laurentides. Il y a une panoplie de services qui sont offerts. Malgré tout, il y a des gens qui vont dire: "Je ne veux pas ça". Ultimement, c'est leur droit, mais c'est aussi leur responsabilité.» Il précise d'ailleurs que le matériel de consommation est interdit à La Hutte, mais qu'on y accueille les gens même lorsqu'ils sont intoxiqués, à la condition qu'ils ne posent pas de risque pour leur propre santé et qu'ils soient respectueux. Il y a aussi des lits d'appoint pour ceux qui souhaitent juste dormir, et on prévoit l'ajout d'une halte chaleur.

En attendant, la situation se détériore rapidement pour ceux qui sont dans la rue, déplore Chantal. Déjà, des bâtiments abandonnés ont été la proie des flammes ces derniers jours, possiblement le fait d'itinérants qui souhaitaient se réchauffer. «On attend quoi pour intervenir, que quelqu'un meure ?»

À SAINT-JÉRÔME LE DEVOIR

Comme maire, je ne m'occupe pas d'itinérance, parce que c'est un problème du gouvernement provincial, par contre, la sécurité des gens était extrêmement importante - MARC BOURCIER »

[Retour à la table des matières](#)



CLAUDE PINARD, LE PDG QUI VEUT JASER PAUVRETE

Les Affaires – 2022-11-9

Par : Maxime Bilodeau

<https://www.lesaffaires.com/dossier/philanthropie-des-dirigeants-face-a-la-tempete/claude-pinard-le-pdg-qui-veut-jaser-pauvrete/637451>

PHILANTHROPIE. Claude Pinard, PDG de Centraide du Grand Montréal, s'est donné pour mission d'alimenter la discussion collective sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Entrevue avec celui qui est entré en poste en juillet 2021.

Les Affaires : En mai dernier, vous avez écrit que le secteur communautaire était plongé dans une « tempête parfaite ». Pouvez-vous préciser votre pensée ?

Claude Pinard : Si le Grand Montréal n'avait pas pu compter sur un filet social solide lors de la pandémie de COVID-19, il y a fort à parier que ses habitants auraient connu des temps beaucoup plus difficiles. Cet élan de solidarité a toutefois laissé des traces dans le milieu ; plusieurs organismes se relèvent encore de ces temps difficiles. Malheureusement, ils doivent déjà faire face à la prochaine crise : celle combinée de la hausse du coût de la vie et de la pénurie de main-d'œuvre. S'il est vrai qu'un organisme communautaire ne ferme jamais ses portes et, au contraire, trouve toujours des solutions malgré l'adversité, cela met toutefois à rude épreuve ses capacités d'adaptation.

L. A. : C'est-à-dire ?

C. P. : L'augmentation des charges d'exploitation, y compris des salaires, pour garder ses employés en poste, a une conséquence réelle sur la capacité des organismes communautaires à fournir des services. C'est particulièrement prononcé en sécurité alimentaire, où une part sans cesse grandissante du budget est désormais consacrée à l'achat de nourriture et d'essence, pour remplir les camions de livraison. Ajoutez à cela l'effet multiplicateur de la pauvreté, c'est-à-dire le fait qu'un travailleur à petit salaire se retrouve désormais à solliciter de l'aide alimentaire, ce qu'on ne voyait pas auparavant, et vous obtenez une crise sociale de grande ampleur.

L. A. : La pénurie de logements abordables n'améliore pas la situation...

C. P. : Et pour cause ! Environ 15 % des résidents de la région métropolitaine de Montréal consacrent 51 % ou plus de leur budget à se loger. C'est une situation intenable. Comme nous sommes un investisseur social stratégique, nous avons le pouvoir de rassembler l'ensemble des acteurs de la société québécoise autour de ce problème. Il faut l'élever au niveau de priorité nationale, c'est urgent. Le prix à payer pour se loger est une des principales causes de l'effet multiplicateur de la pauvreté généré par l'inflation. En nous y attaquant collectivement, nous réduirons sans l'ombre d'un doute les inégalités sociales qui affligent des centaines de milliers de personnes en situation de vulnérabilité.

L. A. : Votre campagne publicitaire « Sans le poids de la pauvreté et de l'exclusion, c'est fou comme on peut s'élever » tape d'ailleurs sur ce clou.

C. P. : L'idée est sans contredit de prendre une place dans l'espace public. Si nous ne parlons pas de pauvreté, qui le fera ? Nous donnons à la fois une voix et une voie au milieu communautaire. Cette présence accrue porte ses fruits. Jusqu'à tout récemment, nos décideurs étaient plutôt réticents à reconnaître l'existence d'une crise du logement dans le Grand Montréal et à la grandeur du Québec. Ce n'est désormais plus le cas, et c'est en partie grâce à nous. Plus



personne ne doute qu'il y a un manque de logements abordables, salubres, accessibles. Autrement dit, qu'il y a une inadéquation entre l'offre et la demande. Limiter la conversation au seul taux d'inoccupation est trompeur.

L. A. : Quels sont vos objectifs pour votre 49e campagne annuelle qui est en train de se dérouler ?

C. P. : Nous avons bon espoir de surpasser le montant amassé lors de notre précédente campagne. Pour ce faire, nous comptons entre autres sur les donateurs corporatifs, qui sont à la source d'environ 65 % des fonds collectés. C'est deux dollars sur trois ! On parle de plus de 400 organisations dans le Grand Montréal, composées autant de grandes entreprises du Québec inc. que de PME, d'universités et d'institutions publiques. Nos signaux pour 2022 sont d'ailleurs excellents. Cela s'explique par le retour en personne dans les bureaux qui a eu pour effet de doper les taux de participation. Quand un organisme s'engage et donne, cela montre l'exemple à ses semblables. Chaque petit geste compte dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

[Retour à la table des matières](#)



SE CONCERTER POUR MIEUX AIDER

Journal Le Nord – 2022-11-9 – p. 22 & 23

Par : France Poirier

Se concerter pour mieux aider

France Poirier – «Aider à la sécurité alimentaire, le logement et l'accompagnement vers la Ressourcerie font partie de nos priorités», explique Diane Richard, directrice de la Corporation de développement communautaire de Rivière-du-Nord (CDC). L'organisme fait partie d'un réseau de 65 CDC à travers le Québec. En 2023, elle fête son 10^e anniversaire dans la MRC.

«La CDC dessert les villes de la MRC. On fait de la concertation avec les organismes qui sont autonomes et qui ont chacun leur fonctionnement. En mettant les personnes au cœur des besoins et des services, on évite de les catégoriser et de les juger. Peu importe de qui il est question et de leur condition, toutes les personnes ont des besoins de base pour s'épanouir. Il est évident que la sécurité alimentaire et le logement sont en tête des éléments essentiels dans la vie des personnes», soutient Diane Richard.

«Nous mettons les organismes en lien dans tout ce qui touche le développement de la personne. Pour assurer une personne atteigne son plein potentiel de développement, on doit tenir compte de différents aspects: le logement, la sécurité alimentaire, la santé physique et mentale et les services sociaux (milieu de vie et environnement, l'éducation et la formation)».

Donnez ici pour les gens d'ici
Marianne Richard invite les gens à aider directement les personnes qui ont besoin d'aide alimentaire, dans leur quartier ou dans leur ville. «Dans ces ressources, les bénévoles ont une priorité: ceux qui ont le plus de besoins, par exemple les personnes âgées, les personnes à faible revenu, les personnes qui ont des besoins particuliers, etc. Lorsque les gens apportent de la nourriture dans ces ressources, ils aident directement leurs voisins. Les besoins sont grands et particulièrement à Saint-Jérôme».

«Aider à la sécurité alimentaire. Saint-Jérôme, par exemple, les gens qui ont besoin de nourriture, ils aident directement leurs voisins. Les besoins sont grands et particulièrement à Saint-Jérôme».

«Lorsque les gens apportent de la nourriture dans ces ressources, ils aident directement leurs voisins. Les besoins sont grands et particulièrement à Saint-Jérôme»
- Diane Richard

Même chose pour les vêtements
Diane Richard souligne qu'il est particulièrement utile pour les personnes à faible revenu d'apporter des vêtements dans les centres de distribution. Les dons sont en grande quantité et disponibles dans certains magasins.

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».



«Lorsque les gens apportent de la nourriture dans ces ressources, ils aident directement leurs voisins. Les besoins sont grands et particulièrement à Saint-Jérôme».

Les défis de la CDC RND
Diane Richard explique que la CDC RND fait face à plusieurs défis, notamment la pandémie de COVID-19, les besoins croissants des personnes à faible revenu et les défis liés à la sécurité alimentaire.

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

«C'est de ces groupes qui font partie de nos ressources et ils sont essentiels au profit de chacun. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs dons de vêtements dans un magasin».

Vive nos organismes!

De notre vie collective vous êtes la force vive!

Merci d'être là.

Meun-Denis GARON
Votre député de Rivière-du-Nord

9, J.F. Kennedy, St-Jérôme | (450) 363-0083 | lecentredufoyer.com

JÖTUL

LE CENTRE DU FOYER

9, J.F. Kennedy, St-Jérôme | (450) 363-0083 | lecentredufoyer.com

Brunet

Ma santé c'est tout ce qui compte

PHARMACIE ISABELLE BARRON, AUDREY ST-GERMAIN, PHARMACIENNES INC.

1950, boul. Curé-Labelle, Saint-Jérôme

PHARMACIE JEAN NORMAND INC.

450, boul. Monseigneur-Dubois, Saint-Jérôme

PHARMACIE GILLES FLEURY, ANNE-MARIE FONTAINE ET MATHIEU LAJOIE INC.

500, boul. des Laurentides, Saint-Jérôme

PHARMACIENNES INC. Brunet plus

PHARMACIENNES INC. Brunet

PHARMACIENNES INC. Brunet

France Poirier – «Aider à la sécurité alimentaire, le logement et l'accompagnement vers la Ressourcerie font partie de nos priorités», explique Diane Richard, directrice de la Corporation de développement communautaire de Rivière-du-Nord (CDC). L'organisme fait partie d'un réseau de 65 CDC à travers le Québec. En 2023, elle fête son 10^e anniversaire dans la MRC.

«La CDC dessert les villes de la MRC. On fait de la concertation avec les organismes qui sont autonomes et qui ont chacun leur fonctionnement. En mettant les personnes au cœur des besoins et des services, on évite de les catégoriser et de les juger. Peu importe de qui il est question et de leur condition, toutes les personnes ont des besoins de base pour s'épanouir. Il est évident que la sécurité alimentaire et le logement sont en tête des éléments essentiels dans la vie des personnes», soutient Diane Richard.

La CDC s'occupe de la concertation entre les organismes de développement social pour atteindre l'objectif en lien avec tout ce qui regroupe le développement personnel.

«Nous mettons les organismes en lien dans tout ce qui touche le développement de la personne. Pour qu'une personne atteigne son plein potentiel de développement, on doit tenir compte de différents aspects: le logement, la sécurité alimentaire, la santé physique et mentale et les services sociaux (milieu de vie et environnement), l'éducation et la formation, l'emploi, le



développement économique, social et communautaire, la justice et la justice sociale, le transport (adapté et mobilité durable) et finalement les sports et loisirs, les arts et la culture. Tous ces éléments contribuent au développement de toute personne», explique la directrice de la CDC.

Aider à la sécurité alimentaire À Saint-Jérôme, par exemple, les gens qui ont besoin de sécurité alimentaire n'ont souvent pas de véhicule. Ils doivent avoir accès «à portée de marche» à un centre de dépannage alimentaire. Il y en a 7 à Saint-Jérôme qui sont découpés par paroisse afin de permettre une accessibilité raisonnable. «Mais l'hiver, du fond de la rue Parent, tu dois te rendre au centre-ville. La problématique est d'aller chercher les aliments», explique-t-elle.

«Moisson Laurentides fournit des aliments dont elle dispose. Il y a des périodes plus difficiles, alors que sa banque est plus vide. À Saint-Jérôme seulement, 1 000 ménages ont besoin de la sécurité alimentaire, alors on doit être capable de les aider.» Donnez ici pour les gens d'ici Madame Richard invite les gens à aider directement les ressources qui offrent l'aide alimentaire, dans leur quartier ou dans leur ville. «Dans ces ressources, les bénévoles ont une proximité avec la clientèle que l'on ne retrouve pas ailleurs. Ils préparent la boîte de madame X en fonction de ses besoins, par exemple, pas de biscuits sucrés à cause de son diabète, etc. Lorsque les gens apportent de la nourriture dans ces ressources, ils aident directement leurs voisins. Les besoins sont grands et particulièrement à Saint-Jérôme», ajoute-t-elle.

Même chose pour les vêtements Diane Richard souligne qu'il est préférable d'aller porter ses vêtements à donner directement dans les centres de dépannages de sa municipalité. «Il y a des boîtes disponibles dans certains stationnements. Certains de ces groupes font affaire avec des magasins où l'on retrouve des vêtements usagés et ils sont revendus au profit de ceux-ci. C'est pour cette raison qu'on invite les gens à aller directement porter leurs sacs de vêtements dans un organisme près de chez eux. Vous savez que ça va aider des familles d'ici, plutôt que d'enrichir une grande entreprise qui s'associe à un organisme pour recueillir les dons. Les dons remis à des organismes qui ont pignon sur rue seront redis-tribués aux gens d'ici qui sont peut-être des voisins.» Les défis de la CDC RDN 2023 marquera les 10 ans de la CDC RDN et pour la directrice, Diane Richard, chacune de ces années aura été un véritable défi, et encore plus particulièrement les deux dernières années. La VOTRE Chronique pandémie a obligé tout le monde à s'adapter et à faire face à la situation en prévision de l'avenir.

«Au sortir des deux années difficiles, l'avenir est toujours aussi plein de défis: manque de ressources, de main-d'oeuvre, l'augmentation du coût de la vie et j'en passe. Mais nous sommes résiliants et nous sommes maintenant en mesure de consolider notre organisation. Cela nous permettra de mieux répondre à vos besoins et de nous développer tous ensemble. Dès l'automne, nous vous consulterons sur cet avenir que nous voulons meilleur pour tous», expliquait la directrice dans son bilan annuel.

Depuis maintenant deux ans, l'organisme est financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) avec le programme gouvernemental des CDC. «Ce financement minimal nous assurait de poursuivre, mais notre patience et notre persistance portent fruit. Cette année marque un moment historique pour notre organisation alors que ce financement de base est rehaussé. En fait, il sera multiplié par quatre ou presque», ajoute Diane Richard.

[Retour à la table des matières](#)



L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE MIS EN PERIL

Le Journal de Montréal – 2022-11-9 – p. 28

Le Journal de Québec – 2022-11-9

Par : Agence QMI

<https://www.journaldequebec.com/2022/11/08/penuries-de-main-duvre-la-securite-alimentaire-du-canada-menacee>

Centre Éducation Adulte St. Laurent
950, rue Fraser, Saint-Laurent, QC H4M 1Z6 • 514 337-3856
Côté Vertu, autobus 121 ouest, descendre à Bourgain

L'approvisionnement alimentaire mis en péril
AGENCE QMI | Les pénuries de main d'œuvre dans le secteur agricole limitent la production et la croissance du secteur, et mettent en péril l'approvisionnement alimentaire au Canada, affirme un rapport de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) publié hier.

URGENT GARDE-DU-CORPS POUR TOURNAGE D'UN FILM!
25 POSTES DISPONIBLES POUR LA PROTECTION DES ACTEURS ET DES SITES DE PRODUCTIONS
MONTRÉAL CENTRE-VILLE
5007 JOURS CONTRATS
JUSQU'À FIN FÉVRIER
ENVOYER VOS COORDONNÉES ET VOTRE CURRICULUM VITAE À: KINGDOCTORPERFECT@GMAIL.COM

Une formation à votre mesure
Apprendre... un choix payant!
COURS DE JOUR
Début : 14 novembre 2022
Fin : 3 mars 2023
Horaire : 7H45 à 15H15
AEP-AGENT DE SÉCURITÉ
Durée : 390 heures
QUI OUBLIEZ-VOUS D'UNE FORMATION COMPORTANT LES ASPECTS SUIVANTS :
Théorie des bases de données, bases de données et bases de données de sécurité, matériel et protocoles, usage en milieu de travail.
À deux pas du métro Honoré-Beaugrand au 5515 avenue de l'Arbre, Arpou, H1R 4C9
Pour tout renseignement, communiquez avec
Cynthia Poirier au 514-354-0120, poste 11502

FAIRE CARRIÈRE DANS UN DOMAINE PASSIONNANT? DEVIENS TESTEUR.EUSE DE JEUX VIDÉO!
UNIQUE À MONTRÉAL!
• FORMATION DE 3 MOIS EN ALTERNANCE ETUDES-TRAVAIL
• EXCELLENT TAUX DE PLACEMENT
• S'ADRESSE AUX 18 ANS ET PLUS SANS EMPLOI!
DÉBUT DES COURS : FIN NOVEMBRE 2022
INSCRIS-TOI DES MAINTENANT!
110, QC, CA / TESTEUR-DE-JEUX-VIDEO / 514 598-7319

Les pénuries de main d'œuvre dans le secteur agricole limitent la productivité et la croissance du secteur, et mettent en péril l'approvisionnement alimentaire au Canada, affirme un rapport de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) publié hier.

Selon les données dévoilées par la FCEI, 74 % des propriétaires d'entreprises agricoles travaillent plus d'heures en raison du manque d'employés, et

61 % ont dû demander à leurs employés de travailler plus pour compenser le manque de personnel. Près de la moitié (48 %) ont été obligés de refuser des ventes ou des contrats, tandis que 41 % ont réduit leur offre de services.

APPEL À PLUS DE SOUTIEN DE L'ÉTAT

« Nous avons besoin de politiques qui soutiennent nos agriculteurs et exploitants d'entreprises agricoles afin d'assurer la productivité et la compétitivité du secteur », a affirmé Jasmin Guénette, vice-président des Affaires nationales à la FCEI, par communiqué.



La FCEI croit que pour aider ces entreprises, les décideurs politiques doivent notamment alléger leur fardeau fiscal, particulièrement les taxes sur la masse salariale et la taxe fédérale sur le carbone. La Fédération recommande aussi de simplifier les programmes et les processus d'immigration pour les travailleurs étrangers temporaires pour en faire entrer davantage et plus rapidement au pays.

[Retour à la table des matières](#)



LA GUIGNOLEE DES MEDIAS PLUS PERTINENTE QUE JAMAIS

L'info du Nord – 2022-11-11

Par : Martin Dumont

<https://infodunordtremblant.ca/actualites/2022/11/11/la-guignolee-des-medias-plus-pertinente-que-jamais/>

La Guignolée des médias sera de retour dans le 1er décembre dans la région avec plusieurs barrages routiers de Val-David à Mont-Laurier en passant par Labelle et Brébeuf. C'est par l'entremise de cet événement phare que les organismes s'unissent pour aider les familles dans le besoin des MRC des Laurentides et d'Antoine-Labelle.

Annie Bélanger, directrice générale de Moisson Laurentides, Laure Voilquin, directrice régionale de Centraide Hautes-Laurentides, Dominique Cadieux, directeur général Bouffe Laurentienne (Photo L'info du Nord-Martin Dumont)

Selon la directrice de Centraide Hautes-Laurentides, Laure Voilquin, personne n'est à l'abri du besoin, car les raisons qui mènent à l'insécurité alimentaire sont multiples. On encourage les gens à donner, dans la mesure de leurs moyens, deux fois plutôt qu'une, dit-elle.

L'événement se tiendra aussi la même journée dans les Basses-Laurentides organisée par Moisson Laurentides. Avec les hausses du coût de la vie, des taux d'intérêt et une possibilité d'une récession, nous devons être conscients que le pire est encore à venir, indique Annie Bélanger, directrice générale de la banque alimentaire auprès de qui les demandes d'aide ont augmenté de 14% pendant que l'offre d'aide alimentaire aurait baissé de 18% durant la dernière année.

Comment donner

En plus de nombreux points de collectes sur rue dans les municipalités le 1er décembre, il sera possible de contribuer à la guignolée virtuelle ou encore de donner dans les commerces partenaires avec des contributions en argent, en denrée non périssable ou encore en produits d'hygiène.

Des enjeux sociaux prévalent dans la région, alors qu'une partie de la population demeure aux prises avec des difficultés de logement ou doit composer avec la hausse du coût de la vie qui gruge une part importante de ses revenus. Ceci fragilise considérablement les personnes et les familles en situation de vulnérabilité, notamment en termes de sécurité alimentaire. -Laure Voilquin, Centraide Hautes-Laurentides

Dans le cadre de la Guignolée, des représentants de L'info du Nord et de Cime iront notamment rencontrer les gens d'affaires de Mont-Tremblant afin d'amasser le plus de dons possible.

Du côté de la MRC des Laurentides, le directeur de Bouffe Laurentienne, Dominique Cadieux, partage cette réflexion: Profitons de cette journée pour prendre conscience de la chance que nous avons de pouvoir manger tous les jours en donnant à ceux qui n'ont pas cette chance aujourd'hui.

Retour à la table des matières



DES AGRICULTEURS VEULENT ASSURER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE L'ESTRIE

Noovo Info – 2022-11-14

Par : Dominique Côté

<https://www.noovo.info/video/des-agriculteurs-veulent-assurer-la-securite-alimentaire-de-lestrie.html>

Des agriculteurs de l'Estrie ont déployé plusieurs efforts cet été pour accroître la sécurité alimentaire dans la région.

Mené par Entreprendre Sherbrooke, le projet collectif Champ d'action a servi d'intermédiaire entre les producteurs agricoles et les organismes en aide alimentaire.

L'initiative a été élaborée et mise en œuvre par de nombreux organismes représentés par la Concertation sherbrookoise de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale (CSLPES) œuvrant dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de l'itinérance et du logement à Sherbrooke, de manière concertée.

Un reportage de Dominique Côté, à voir dans la vidéo.

[Retour à la table des matières](#)



ITINERANCE : UNE NOUVELLE UNITE PERMANENTE D'HEBERGEMENT OUVERTE A VICTORIAVILLE

La Nouvelle Union – 2022-11-14

Par : Claude Thibodeau

<https://www.lanouvelle.net/actualite/itinérance-une-nouvelle-unite-permanente-dhebergement-ouverte-a-victoriaville/>

Dans l'ordre, le maire Antoine Tardif, la directrice générale de la CDCBF, Tania Fontaine, et le coordonnateur clinique à l'Ensoleilvent, François Gosselin. (Photo : www.lanouvelle.net)

Depuis le 24 octobre, une nouvelle unité de débordement d'urgence permanente en itinérance accueille des personnes qui en ont bien besoin dans des installations aménagées dans les anciens locaux du Support à la Place communautaire Rita-St-Pierre de Victoriaville.

L'annonce officielle en a été faite, lundi matin, en présence des nombreux partenaires ayant permis la mise en place de cette ressource en mesure d'accueillir neuf personnes.

Depuis son ouverture le 24 octobre, pas moins de 14 personnes ont bénéficié de cet hébergement pour un total de 162 nuitées, ce qui représente un taux d'occupation d'un peu plus de 70%. Dimanche soir, cette nouvelle unité était occupée à 100%.

C'est dire les besoins qui justement ne cessent de croître. Des besoins criants, selon la directrice générale de la Corporation de développement communautaire des Bois-Francs, Tania Fontaine. « Depuis l'automne 2021, et même avant, on constate une augmentation significative des personnes en situation d'itinérance dans la région. Il fallait agir rapidement », a-t-elle signalé.

De la table sectorielle en itinérance Arthabaska-Érable qui se penchait déjà sur la question a découlé, a-t-elle rappelé, un comité d'urgence en itinérance pour réfléchir aux actions à poser rapidement.

C'est ainsi qu'une unité d'hébergement temporaire a été aménagée l'année dernière sur la rue Saint-Jean-Baptiste. Ouverte de décembre 2021 à avril 2022, l'unité a enregistré 479 nuitées offertes à une cinquantaine de personnes en situation d'itinérance.

« Devant ce constat, il fallait bouger rapidement. Dès janvier, le comité s'est réuni pour se pencher sur une unité permanente dans la région en raison des besoins criants pour une dizaine de personnes hommes et femmes qui dorment dans la rue la nuit par grand froid », a-t-elle indiqué.

Pour être aidé et bien guidé dans sa démarche, le comité a approché l'organisme Ensoleilvent de Drummondville qui s'y connaît en itinérance. C'est l'expert en la matière au Centre-du-Québec.

L'ouverture de l'unité permanente à la Place communautaire Rita-St-Pierre procure d'intéressants avantages. « Nous sommes à proximité de la Sécurité alimentaire, du restaurant populaire et de plusieurs autres organismes que les personnes en situation d'itinérance pourront utiliser », a précisé Tania Fontaine, tout en remerciant les nombreux partenaires de tous milieux, communautaire, municipal, privé et public. « Reste encore du travail à faire cependant pour pérenniser la ressource et trouver le financement récurrent pour qu'elle demeure ouverte », a-t-elle ajouté.

Pour le moment, les opérations sont assurées pour une année.



L'importance de la dignité

Coordonnateur clinique à l'organisme l'Ensoleilvent, François Gosselin se réjouit de cette nouvelle unité d'hébergement, mais il ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment mitigé. « Dois-je être fier du fait qu'on doive au Québec offrir des places d'hébergement à des gens en situation d'itinérance? Mais je suis toujours bien fier de savoir qu'ils peuvent dormir dans un endroit où leur dignité est présente. Cette dignité, a-t-il soutenu, c'est ce qu'il y a de plus important pour amener les gens vers la réussite. »

Si certains peuvent penser que l'unité constitue une fin, François Gosselin pense plutôt qu'il s'agit d'un début. « On amène les gens vers des endroits sécuritaires où ils peuvent se déposer, se reposer et trouver les bases et prémices pour être capables d'avancer dans la vie », a-t-il souligné.

Pour leur permettre d'avancer, l'intervention de partenaires est essentielle, selon lui. « Je parle de ces partenaires qui prennent la relève le jour quand les personnes quittent l'unité à 8 h 30 le matin. Il leur faut des points de repère dans la communauté, des places où ils peuvent aller pour continuer d'avancer. Il faut qu'on puisse se mobiliser autour d'eux. L'unité a toute sa raison d'être quand une communauté est capable de s'associer ensemble et de travailler dans le même sens pour ces gens. Personne ne devrait, selon moi, coucher ici plus de 30 jours si on est une communauté qui réussit à aller vers l'avant », a-t-il plaidé.

À l'objectif d'assurer la pérennité de la ressource s'ajoute, pour François Gosselin, l'objectif ultime, celui d'en arriver à fermer l'unité d'hébergement permanente. Cela signifierait alors qu'il n'y a plus de besoins à combler.

Pour sa part, le maire de Victoriaville, Antoine Tardif, se dit heureux du travail accompli, lui qui, à sa toute première séance du conseil municipal en novembre 2021, avait été interpellé par un groupe de personnes en situation d'itinérance inquiet à l'approche de l'hiver et désireux de savoir quelles options s'offriraient à eux. « Un comité s'est rapidement mis en place pour chercher des solutions temporaires rapides pour faire face à ce nouvel enjeu. On a donc été en mesure de mettre sur pied une unité d'hébergement temporaire très utilisée l'an dernier sans compter les minimaisons de Mike Ward que l'on a accepté rapidement pour disposer d'options supplémentaires lorsque l'unité débordait. Et le travail s'est poursuivi cet été. Ce qui était un comité de 5 ou 6 personnes est devenu un comité formé de partenaires importants de tous les milieux. Cela démontre la solidarité du milieu et la facilité qu'on a de se mettre en action rapidement lorsqu'un enjeu touche notre population », a-t-il exprimé.

Deux des cinq minimaisons sont installées près de la Maison Raymond-Roy et pourront servir, au besoin. Si nécessaire, les trois autres pourraient aussi s'ajouter.

[Retour à la table des matières](#)



GUYLAINE TREMBLAY EST SENSIBLE AUX JEUNES QUI VIVENT DANS LA RUE

Le Journal de Québec – 2022-11-15 – p. 31

Par : Yves Leclerc

<https://www.journaldequebec.com/2022/11/14/guylaine-tremblay-touchee-par-les-jeunes-de-la-rue>

16/11/2022 14:19 PressDisplay.com - Le Journal de Québec - 15 nov 2022 - Page #31

LE JOURNAL DE QUÉBEC | MARDI 15 NOVEMBRE 2022 | SPECTACLES 31

Spectacles

À surveiller aujourd'hui
Ma mère
Une poétique rencontre familiale forcée tourne en chicane violente. Valérie, fortement ébranlée, tente d'oublier en travaillant en cuisine à la suite de la diffusion de la série Anna et Arnaud, de nombreux témoignages de personnes qui sont touchées par cette situation.
TV/20h

La Dauphine
Guylaine Tremblay est PY sensible aux jeunes qui vivent dans la rue

YVES LECLERC
Le Journal de Québec

Après plusieurs années de la Maison Dauphine, qui vient en aide aux jeunes de la rue, Guylaine Tremblay a reçu, à la suite de la diffusion de la série Anna et Arnaud, de nombreux témoignages de personnes qui sont touchées par cette situation.

Anna et Arnaud raconte l'histoire d'un jeune homme qui perd ses repères à la suite d'un grave traumatisme et qui se retrouve dans la rue.

« Il y a tellement de gens qui m'ont écrit tout au long de la série. Des gens qui ont des fils et des filles dans cette situation, certains qui ont des problèmes de toxicomanie et d'autres qui se demandent ce qu'on peut faire pour leur venir en aide », a-t-elle relaté, lors d'un entretien.

L'actrice avoue avoir été remuée par le rôle d'Anna.

Marc-André Grouin joue Jean Talbot, allié l'opéré secret IXE-13.

Julie Le Breton joue Roxane Racicot, une femme en quête de vengeance.

Vincent Leclerc joue Victor Laporte, un être tueur.

Marianne Fortier joue Gisèle, fautive, une journaliste, ambitieuse.

Migoulin Chevrette joue Marius Lamouche, un propriétaire de club de bon ton.

Jolie incursion dans le Montréal d'après-guerre

Le tournage d'IXE-13 fait revivre les débuts de la course à l'arme nucléaire

Le scénariste Gilles Desjardins a eu un plaisir fou à recréer le Montréal d'après-guerre pour la série noire et d'époque IXE-13, dans laquelle on assiste à la naissance de la guerre froide, dans un monde où des espions québécois doivent stopper les Russes qui souhaitent s'emparer d'une quantité d'uranium enrichi pour créer une bombe atomique.

GUYLAINE PICARD
Agence OMI

Sur la Main, dans le fameux Red Light, montebello, des scènes qui ont fait que des opérations clandestines durant la Deuxième Guerre mondiale... Ils étaient indument chargés d'assassiner des officiers nazis dans le France exotique... tentent de refaire leur vie, mais ils sont appelés à reprendre du service par le colonel Victor Laporte (Vincent Leclerc), qui est directeur du service de contre-espionnage et, à ce titre, en liaison permanente avec le premier ministre canadien.

Tous composent avec des trépassés, mais ils n'ont pas une minute à perdre dans les circonstances. C'est le cas de Jean Thibault, alias IXE-13 (Marc-André Grouin), qui tient le Club Chrétien et un ancien hôtel au-dessus, hier ayant déjà appartenu à la mafia.

Son ami Marius Lamouche (Migoulin Chevrette) exploite un club de bon ton. Il y a aussi Roxane Racicot (Julie Le Breton), qui est maintenant secrétaire au ministère des Affaires étrangères, de même que la journaliste culturelle Gisèle Thibault (Marianne Fortier), qui se retrouve mêlée à toute cette affaire.

Le plateau a ouvert ses portes aux journalistes, hier, et à voir les décors d'époque, nul doute que les créateurs se sont livrés la traite en recevant notamment Thibault, la suite de Jean Talbot et le club de bon ton de Lamouche. Les décors sont majestueux, assez pour affirmer qu'on se croirait de retour 75 ans en arrière. Les tournages extérieurs, eux, ont tous été faits et réalisés dans le Vieux-Montréal.

Cette première saison d'IXE-13, que les abonnés de Club Illico pourront découvrir l'an prochain, se déroule en six jours, ce qui ajoute du suspense au récit. Aucun détail n'échappe à Gilles Desjardins, dont on connaît la rigueur sur son autre série d'époque, Les jours d'été feu.

CRÉER LA BOMBE ATOMIQUE

Puis de gens le savent, mais un réseau soviétique avait réussi à infiltrer le laboratoire de recherche atomique de l'Université de Montréal afin de faire main basse sur du Uranium enrichi. Le but était de créer une bombe atomique et de devenir un ennemi encore plus redoutable.

« Il y a eu de véritables espions québécois en charge et la guerre froide est née ici, à Montréal et à Ottawa... Je me suis inspiré de l'infiltration du laboratoire de recherche atomique pour mettre en place l'histoire. Il y a eu un gros pénal et une commission d'enquête, les gens sont devenus paranoïques. Tout ça me semble, d'après un modèle qu'on connaît très peu, mais qui est super intéressant », a raconté Gilles Desjardins à l'Agence OMI.

On s'échange avec du film des Cyniques, qui avait fait d'IXE-13 une comédie, en insistant de l'œuvre de Pierre Daignault, alias Pierre Suroit, celui qui a été et univers d'espionnage en 1947, avant James Bond et Bob Morane.

DE L'ESPOIR
L'Open House est un grand spectacle-bénéfice qui permet de financer les activités de la Dauphine. La quatrième édition de ce grand spectacle, présentée le 22 novembre au Palais Montcalm, mettra en vedette Annie Villeneuve, Kim Richardson, Jean-Yves Chastain, Marc Grouin, quatre musiciens, quatre choristes et un ensemble vocal de 25 personnes.

« La Dauphine contribue à ramener ces jeunes vers une vie plus saine et elle les aide à terminer leurs études. Elle donne de l'espoir à des jeunes qui ont l'impression qu'ils ne le feront jamais », a indiqué la comédienne.

www.pressdisplay.com/pressdisplay/fr/viewer.aspx# 1/1

Amie depuis plusieurs années de la Maison Dauphine, qui vient en aide aux jeunes de la rue, Guylaine Tremblay a reçu, à la suite de la diffusion de la série Anna et Arnaud, de nombreux témoignages de personnes qui sont touchées par cette situation.

Anna et Arnaud raconte l'histoire d'un jeune homme qui perd ses repères à la suite d'un grave traumatisme et qui se retrouve dans la rue.

« Il y a tellement de gens qui m'ont écrit tout au long de la série. Des gens qui ont des fils et des filles dans cette situation, certains qui ont des problèmes de toxicomanie et d'autres qui se demandent ce qu'on peut faire pour leur venir en aide », a-t-elle relaté, lors d'un entretien.

L'actrice avoue avoir été remuée par le rôle d'Anna.



« J'ai vécu ça encore plus dans mes tripes. On tournait au centre-ville et je voyais la vraie itinérance. Ça m'a bouleversée », a-t-elle laissé tomber.

Depuis 2017, Guylaine Tremblay est coprésidente d'honneur de l'open House de La Dauphine à Québec.

Un organisme qui fête ses 30 ans et qui vient en aide chaque année à des jeunes de la rue âgés de 12 à 35 ans, qui bénéficient de services gratuits. On y offre de l'hébergement d'urgence, de l'aide alimentaire, des vêtements, des soins d'hygiène, des services scolaires, de l'aide au logement, des services médicaux et de l'aide psychologique.

DE L'ESPOIR

L'open house est un grand spectacle bénéfique qui permet de financer les activités de La Dauphine. La quatrième édition de ce grand spectacle, présentée le 22 novembre au Palais Montcalm, mettra en vedette Annie Villeneuve, Kim Richardson, Jean Ravel, Christian Marc Gendron, quatre musiciens, quatre choristes et un ensemble vocal de 25 personnes.

« La Dauphine contribue à ramener ces jeunes vers une vie plus saine et elle les aide à terminer leurs études. Elle donne de l'espoir à des jeunes qui ont l'impression qu'ils ne s'en sortiront jamais », a indiqué la comédienne.

[Retour à la table des matières](#)



LE DON: UN GESTE ESSENTIEL A L'EQUILIBRE DE NOTRE SOCIETE

Le Journal de Québec – 2022-11-15

<https://www.journaldequebec.com/2022/11/15/le-don-un-geste-essentiel-a-lequilibre-de-notre-societe>

Par : Jean M. Gagné, Président du conseil de l'Institut Mallet, Carole Richard, Directrice générale

La Journée nationale de la philanthropie est le moment pour dire merci à celles et ceux qui donnent. Or, les Québécoises et les Québécois sont de plus en plus nombreux à donner et à donner davantage, de l'argent, bien sûr, mais aussi du temps, des denrées, de l'expertise, des services. Toutes ces formes de philanthropie sont précieuses, secourables et participent à l'équilibre de la société. La main tendue fait la différence entre la détresse et l'espoir, répand la bonté et renforce le tissu social.

Les Québécois sont généreux et heureusement, parce que les temps sont durs. Le grand bouleversement de la pandémie s'est muté en une crise du coût de la vie ravageuse. Des milliers de personnes seules, de familles à faible revenu, d'aînés vulnérables ont glissé dans la précarité et comptent sur l'entraide pour répondre à leurs besoins essentiels. Les banques alimentaires font face à une explosion de la demande, les organismes d'aide au logement sont débordés, on note aussi une hausse des besoins en santé mentale.

Les organismes d'entraide, les bénévoles, les donateurs, les fondations sont mobilisés et déploient des efforts énormes pour répondre le mieux possible aux besoins. Notre écosystème de la bonté, et c'est là une de ses qualités insoupçonnées, a fait montre d'une grande capacité d'agilité et d'innovation. Après avoir surmonté l'extrême désorganisation causée par la pandémie, qui a notamment eu pour effet de contrecarrer la tenue d'une foule d'événements de financement, il a su trouver d'autres façons de solliciter et recueillir des dons et de rendre des services. C'est une grande détermination solidaire, un engagement sans faille. Aider toujours. Aider envers et contre tout. Mais surtout aider, grâce à la générosité des Québécois.

Soutenir une véritable culture philanthropique : une invitation à discuter de cet enjeu

Depuis trois ans, l'Institut Mallet, qui a pour mission de promouvoir la culture philanthropique, fait un sondage pour mesurer l'entraide et ainsi brosser un portrait de la situation du don. Nous avons observé que la pandémie a marqué un sursaut de la générosité des Québécois en 2020 et que cet élan de solidarité se maintient depuis. Le Québec est empreint d'une réelle culture philanthropique et le geste de donner fait partie de la vie citoyenne.

Cette solidarité qui touche tous les aspects de la vie, de la santé aux arts, de la lutte à la pauvreté à l'éducation, de l'accueil des immigrants à la sauvegarde du patrimoine, de l'environnement au sport amateur, doit, sans aucun doute, être mieux soutenue.

Or, il y a de la fatigue dans l'écosystème de la bonté qui doit lui aussi faire face à une hausse des coûts et un manque de main-d'œuvre.

Malgré la pression grandissante que vivent ces organismes et l'évidence de leur rôle essentiel, force est de constater que leur situation ainsi que celle de leurs bénéficiaires n'ont malheureusement pas été au centre de la dernière campagne électorale québécoise. C'est pourquoi, nous invitons aujourd'hui le gouvernement à entamer une importante discussion sur le



rôle, le soutien, la valorisation ainsi que l'apprentissage de la philanthropie dans notre société. Il nous apparaît que notre écosystème de dons est au centre de toutes les transformations sociales. Il faut en prendre soin pour qu'il puisse continuer son œuvre essentielle et être cet allié précieux de la mission sociale de l'État.

Enfin profitons de cette Journée nationale de la philanthropie pour rappeler que donner du temps, de l'argent, des biens ou de l'argent contribue directement à l'équilibre de notre société et renforce le pouvoir d'agir de nos organisations d'entraide. MERCI à celles et ceux qui ont le réflexe du don !

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



SECURITE ALIMENTAIRE: LE PAM PRET A ACCORDER SON AIDE AU CAMEROUN

Actu Cameroun - 2022-11-01

Par : Alexandre L.

<https://actucameroun.com/2022/11/01/securite-alimentaire-le-pam-pret-a-accorder-son-aide-au-cameroun/>

Le ministre des Relations extérieures, Lejeune Mbella Mbella, a reçu en audience, à son ministère, l'ambassadeur conseiller-technique du Programme alimentaire mondial (PAM) pour la nutrition des enfants.

Sarah Antonia Butler Zeid s'est entretenu, le lundi 31 octobre 2022, avec Lejeune Mbella Mbella sur l'appui aux populations au plan de la sécurité alimentaire. Selon le ministre des Relations extérieures, la question de la sécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure.

La responsable du Programme alimentaire mondial (PAM) pour la nutrition des enfants a rassuré de la disponibilité de l'institution onusienne à accompagner le Cameroun dans l'atteinte de la sécurité alimentaire.

« Avec le ministre, nous avons discuté des ambitions du gouvernement pour la population du Cameroun et de la manière dont le Programme alimentaire mondial et la communauté onusienne peuvent apporter leur aide au Cameroun », a déclaré Sarah Antonia Butler Zeid à sa sortie d'audience.

[Retour à la table des matières](#)



HUIT MILLIONS DE PERSONNES MENACEES DE FAMINE AU SOUDAN DU SUD, SELON L'ONU

Agence France-Presse (via Le Devoir) – 2022-11-03

Par : Tony Karumba

<https://www.ledevoir.com/monde/769367/huit-millions-de-personnes-menacees-de-famine-au-soudan-du-sud-selon-l-onu>

Près de huit millions de personnes au Soudan du Sud, soit les deux tiers de la population, sont menacées d'insécurité alimentaire et de famine, averti l'Organisation des Nations unies (ONU) dans un rapport publié jeudi.

« La faim et la malnutrition sont en hausse dans les zones du Soudan du Sud touchées par les inondations, la sécheresse et les conflits, et certaines communautés risquent de connaître la famine si l'aide humanitaire n'est pas maintenue et si les mesures d'adaptation au climat ne sont pas renforcées », indique le rapport.

Le rapport conjoint de l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et du Programme alimentaire mondial (PAM) indique que la proportion de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et de malnutrition « n'a jamais été aussi élevée », dépassant les niveaux observés même pendant le conflit en 2013 et 2016.

Selon le rapport, 7,76 millions de personnes risquent une insécurité alimentaire aiguë pendant la période de soudure d'avril à juillet 2023, tandis que 1,4 million d'enfants souffriront de malnutrition.

Le rapport blâme une combinaison de conflits, de mauvaises conditions macroéconomiques, d'événements climatiques extrêmes et une spirale des coûts de la nourriture et du carburant, ainsi qu'une baisse du financement des programmes humanitaires.

« Nous avons été en mode prévention de la famine toute l'année et avons évité les pires résultats, mais cela ne suffit pas », affirme Makena Walker, directrice de pays par intérim du PAM au Soudan du Sud, dans un communiqué.

« Le Soudan du Sud est en première ligne de la crise climatique et, jour après jour, des familles perdent leurs maisons, leur bétail, leurs champs et leur espoir à cause de conditions météorologiques extrêmes », ajoute Mme Walker.

« Sans l'aide alimentaire humanitaire, des millions d'autres se retrouveront dans une situation de plus en plus désastreuse et dans l'incapacité de fournir la nourriture la plus élémentaire à leurs familles ».

« Si nous pouvons réellement parvenir à la paix à travers le pays, y compris dans les zones actuellement en tension, [...] nous serons à mi-chemin pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire, donc la consolidation de la paix est primordiale », a déclaré jeudi la ministre sud-soudanaise de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire, Joséphine Lagu, lors de la présentation du rapport.



La famine a été déclarée au Soudan du Sud en 2017 dans les comtés de Leer et de Mayendit dans l'État d'Unity, des régions qui ont souvent été un point chaud des violences.

Le mois dernier, le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) a estimé qu'environ 909 000 personnes avaient été affectées par des inondations au Soudan du Sud, alors que des pluies torrentielles ravagent les cultures et détruisent les maisons.

Plus jeune pays au monde, le Soudan du Sud est aux prises avec des conflits meurtriers, des catastrophes naturelles, un malaise économique et des luttes politiques incessantes depuis qu'il a obtenu son indépendance du Soudan en 2011.

Il a passé plus de la moitié de sa vie en guerre, avec près de 400 000 personnes décédées pendant une guerre civile de cinq ans qui s'est terminée en 2018.

[Retour à la table des matières](#)



BURKINA FASO: LUTTER CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le Devoir (cahier spécial Solidarité Internationale) – 2022-11-5 – p. D5

Par : Leïla Jolin-Dahel

<https://www.ledevoir.com/monde/afrique/769218/securite-alimentaire-et-resilience-aux-changements-climatiques-faire-d-une-pierre-deux-coups>



Assurer la sécurité alimentaire des citoyens burkinabés en donnant aux femmes un accès à des terres agricoles, c'est ce que le projet d'agriculture résiliente au climat (PARC) d'Oxfam-Québec veut encourager. L'initiative vise à lutter contre les changements climatiques par le biais de l'agroforesterie et de la culture maraîchère.

Le Burkina Faso, à l'instar d'autres pays du Sahel, fait face à une avancée du désert qui rend les sols de plus en plus arides, explique Laura Fortin, chargée de programme à Oxfam-Québec, basée à Montréal. La variabilité plus grande des précipitations contribue par ailleurs à l'érosion des terres. « Soit il n'y a pas de pluie quand on les attend, soit ce sont des inondations, comme on en a connu récemment au Tchad », illustre-t-elle.

D'ailleurs, la désertification progresse de 360 000 hectares chaque année, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Cela fait en sorte qu'un Burkinabé sur cinq fait face à de l'insécurité alimentaire, concluent des données du Food Security Cluster. Un taux qui a augmenté de 213 % en 2021, d'après Oxfam.

À cela s'ajoute la menace terroriste, forçant le déplacement des populations, qui sont alors concentrées dans des zones plus petites, causant donc une surexploitation des terres arables. Ainsi, par le biais de l'agroforesterie, Oxfam-Québec vise à régénérer les sols.



« L'idée est d'allier la plantation d'arbres avec de l'agriculture. Souvent, on va choisir des espèces complémentaires qui vont répondre mutuellement à leurs besoins et permettre aux cultures de mieux fonctionner », détaille Mme Fortin.

Le projet a été financé par le programme de Coopération climatique internationale (PCCI), géré par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques du Québec. Une somme de 525 000 \$ sur les 700 000 \$ totaux a été octroyée par le PCCI. Le reste du montant a été fourni par Oxfam-Québec.

Donner accès aux femmes à l'agriculture

Au Burkina Faso, les pratiques sociales et culturelles des différentes populations n'accordent pas aux femmes le rôle de gestionnaires des ressources naturelles. Il se limite plutôt au foyer, détaille Azeita Koussoube, chargée de projet pour Oxfam au Burkina Faso.

L'organisation caritative a commencé le programme en 2020. L'initiative soutient 1300 personnes, dont 60 % de femmes. Elle a été mise en place au nord du pays, dans les communes de Bassi et Gomponsom, avec la coopérative Vimbaoré/Naam, l'Association pour l'éducation et l'environnement (A2-E) et le Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF). Ce dernier a été chargé de collaborer avec les autorités locales pour négocier la mise à disposition de parcelles cultivables, explique Mme Koussoube.

Les partenaires d'Oxfam-Québec ont demandé aux leaders locaux d'identifier des propriétaires prêts à céder des terrains qu'ils n'utilisent pas. « Chez Oxfam, on essaie toujours de travailler avec les populations les plus vulnérables. Donc, dans ce cas-ci, des femmes qui n'ont pas déjà accès à une terre qu'elles peuvent exploiter », rappelle Mme Fortin.

La majorité des parcelles sont consacrées à l'agroforesterie et d'autres, à la culture maraîchère. Les premières, totalisant 40 hectares, accueillent des plants de sorgho, de mil et d'arachides, notamment.

Quant aux deux jardins d'un hectare chacun, 40 femmes y travailleront. Elles y feront entre autres pousser des carottes, des oignons, des tomates et du chou. « Elles sont très motivées. La plupart ne menaient pas d'activités, avant. Ce n'est pas du tout facile d'avoir une parcelle à exploiter », explique Mme Koussoube.

D'ailleurs, le projet inclut des sessions de sensibilisation sur les droits fonciers pour les femmes et les jeunes. C'est « pour qu'ils connaissent bien la loi et leurs droits en matière d'accès au foncier », dit-elle. Ainsi, des comités de six à douze personnes composés de producteurs locaux et d'associations s'affaireront à identifier les défis qui entravent la gouvernance foncière dans la commune et à proposer des solutions.

Une vision pérenne

Le projet se terminera en 2023. Mais les jardins resteront en place, de même que les puits et les forages qui ont été creusés sur certaines parcelles de terrain, promet Laura Fortin.

Par ailleurs, l'accès aux terres a été octroyé pour 10, voire 15 ans, par les propriétaires des parcelles. « Ils ont pris l'engagement que ces participantes vont exploiter la parcelle au moins sur une dizaine d'années, sauf si elles décident d'abandonner le site », explique Mme Koussoube.



Une façon pour les femmes d'atteindre l'autonomie financière. « Et même si elles ne continuent pas dans la culture maraîchère, elles pourront développer une autre source de revenus, renforcer leur niveau de vie à elles et à leur famille. »

Ce contenu spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du Devoir, relevant du marketing. La rédaction du Devoir n'y a pas pris part.

[Retour à la table des matières](#)



LES INONDATIONS TORRENTIELLES EN AFRIQUE DE L'OUEST NUISENT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

Zone Bourse avec Reuters – 2022-11-09

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Les-inondations-torrentielles-en-Afrique-de-l-Ouest-nuisent-a-la-securite-alimentaire--42250181/>

Souloukna Mourga a traversé son champ de millet et de coton inondé dans le nord du Cameroun et a déraciné les tiges détremées qui portaient quelques capsules. Les six hectares de cultures pour la plupart mortes étaient sous l'eau.

Ce père de 12 enfants, âgé de 50 ans, fait partie des quelque 4 millions de personnes, dont beaucoup de petits agriculteurs de subsistance, dans plus d'une douzaine de pays d'Afrique occidentale et centrale qui ont vu leurs cultures décimées par des inondations d'une ampleur inhabituelle.

Les inondations ont détruit les récoltes de cette saison, tandis que près d'un million d'hectares de terres agricoles dans la région restent sous l'eau, les nutriments du sol étant emportés et préparant le terrain pour une production agricole encore pire la saison prochaine.

Autour de la ferme de Mourga, dans le village de Dana, sur la plaine inondable du fleuve Logone, à la frontière du Cameroun et du Tchad, des centaines d'hectares de cultures et des huttes parsemées dans les hameaux restent sous l'eau.

"Je n'ai plus rien. Nous sommes confrontés à la famine. J'ai deux femmes et 12 enfants. L'eau a tout pris", a déclaré Mourga.

À quelque 300 km au nord de Dana, sur la plaine inondable entre les fleuves Logone et Chari au Tchad, Bernadette Handing, 37 ans, a mis deux heures en pirogue pour atteindre sa ferme de millet inondée à Kournari, au sud de la capitale tchadienne.

"Ce que j'ai pu sauver de la ferme ne peut pas faire vivre notre famille pendant un mois. Ce qui est certain, c'est que nous allons mourir de faim en hiver", a-t-elle déclaré.

Avant les inondations, la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre était déjà confrontée à une situation sombre en matière de sécurité alimentaire, a déclaré Sib Ollo du Programme alimentaire mondial.

La sécheresse prolongée de l'année dernière, le conflit dans la région du Sahel qui a déplacé près de 8 millions de personnes, pour la plupart des agriculteurs, la pandémie qui a perturbé l'agriculture, et les retombées de la crise ukrainienne qui a freiné l'approvisionnement en engrais de la région, signifiaient que la production agricole allait être faible.

"C'est une situation sans précédent", a déclaré M. Ollo. "C'est une tempête parfaite de facteurs qui jouent tous et nous mènent vers une catastrophe, une crise majeure."

Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire et ayant besoin d'aide dans la région était de plus de 40 millions avant les inondations, a déclaré Kouacou Dominique Koffy, chef de l'équipe d'urgence et de résilience pour l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture.



M. Koffy a déclaré que 80 % des personnes récemment déplacées étaient des agriculteurs agropastoraux et qu'il faudrait du temps pour qu'ils reviennent, et que l'eau se retire, avant qu'ils puissent reprendre leurs activités agricoles.

PROCHAINE SAISON

Au Nigeria, les inondations ont détruit plus de 570 000 hectares de terres agricoles, a déclaré Sadiya Umar Farouq, ministre des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes.

Dans les États du nord-est et de la ceinture moyenne, où est cultivée la majeure partie de la nourriture du Nigeria, les cultures telles que le riz, le maïs et les petites céréales sont perdues.

Edwin Chigozie Uche, président de l'Association des producteurs et transformateurs de maïs du Nigeria, a déclaré que les rapports préliminaires montraient que jusqu'à 30 % de la récolte de maïs dans les deux régions pourrait avoir été perdue à cause des inondations, mettant en garde contre de possibles pénuries alimentaires.

"Nous avons commencé à prélever des échantillons de sol dans les zones où les inondations se sont retirées pour vérifier le niveau des nutriments. Il faudra un certain temps aux agriculteurs pour se remettre à l'agriculture", a déclaré M. Uche.

Goni Alhaji Adam, président des associations de producteurs, de transformateurs et de marketing de sorgho pour l'État de Borno, dans le nord-est du pays, a déclaré que les inondations étaient les pires qu'il ait vues en deux décennies.

"Nous sommes très inquiets pour l'agriculture l'année prochaine en raison des inondations dévastatrices. La possibilité de ne pas pouvoir cultiver est très élevée, car la couche supérieure du sol, qui est composée de nutriments élevés, a été emportée, laissant le sol mort".

Beaucoup sont de petits agriculteurs qui ne peuvent pas se permettre de faire des tests de fertilité des sols et d'autres méthodes de gestion agricole et ne pourront pas cultiver l'année prochaine sans soutien, mais même s'ils obtiennent le soutien, la crainte est que cela ne soit pas suffisant, a-t-il dit.

[Retour à la table des matières](#)



LES BÉNOISES MISENT SUR LES TECHNOLOGIES TRADITIONNELLES POUR REpondre A L'INSECURITE ALIMENTAIRE

Pieuvre.ca – 2022-11-10

Par : Miriane Demers-Lemay

<https://journallesoir.ca/2022/11/02/besoin-de-soutien-pour-poursuivre-son-oeuvre/>

Face à une insécurité alimentaire grandissante en Afrique de l'Ouest, des entrepreneures béninoises misent sur les technologies traditionnelles de maraîchage et de transformation agroalimentaire afin d'assurer l'autonomie alimentaire de leur communauté et accroître leur résilience face aux changements climatiques.

Adjibola Moulibabou marche fièrement au centre de sa ferme piscicole, en périphérie de Porto-Novo, la capitale du Bénin. Les cinq étangs où elle élève des poissons Tilapias ont été creusés à la sueur et à la pelle. Autour, la végétation est luxuriante. Ici et là, la jeune entrepreneure a planté des arbres fruitiers comme des papayers et des cacaoyers, et des plantes comme de l'amarante, du taro, du crincrin (plante verte utilisée dans les sauces pour sa texture gluante), du riz, du piment fort ou encore, de la citronnelle. La jeune Béninoise a commencé ce projet avec seulement 50 000 francs, l'équivalent de 100 dollars canadiens.

« Je me suis dit « si l'on doit attendre le grand capital pour commencer, ce sera difficile. Commençons par le peu qu'on a » », dit celle qui, comme tant d'autres, n'a pas accès à un capital pour investir dans des technologies ou des intrants agricoles coûteux.

Les défis sont nombreux pour cette jeune femme qui fait sa place en pisciculture, un domaine traditionnellement masculin, dans une société où la femme reste typiquement à la maison. Limitée par le manque d'accès au capital, victime de vols nocturnes de ses poissons, Adjibola Moulibabou doit aussi composer avec la flambée des prix de la nourriture de poissons, dont les ingrédients sont généralement importés d'Ukraine et de Russie, ce qui réduit considérablement sa marge de profit.

Malgré tout, la jeune Béninoise de 33 ans continue de mener son projet avec une volonté de fer. Produisant des protéines animales et une diversité d'aliments sains pour sa communauté, elle contribue à la sécurité alimentaire de sa région avec des technologies d'agroforesterie à faibles coûts et impacts environnementaux. En même temps, elle contribue à ouvrir la voie pour d'autres femmes entrepreneures.

« D'ici cinq ans, j'espère que mon site sera un village aquacole, avec une plus grande production et transformation des poissons en filets ou en tranches fumées séchées, espère-t-elle. Je souhaite être un centre de formation pour les jeunes et spécialement sur les femmes, et inciter les jeunes femmes à aller dans l'activité. C'est ma vision. »

Souvent dans l'ombre, les petites productrices comme Adjibola jouent un rôle important pour la sécurité alimentaire de leur communauté. Et ce rôle semble prendre une tout autre ampleur, avec les multiples crises aggravant l'insécurité alimentaire dans la région.



Les effets cascades de l'insécurité alimentaire

Près de 38 millions de personnes sont menacées par la faim en Afrique subsaharienne, alertait l'Organisation des Nations unies (ONU) au printemps dernier. Selon l'organisation, il s'agit d'ailleurs de la pire crise de sécurité alimentaire et de nutrition jamais connue depuis dix ans.

Différents facteurs sont en cause. Les sécheresses et autres effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir en Afrique de l'Ouest, où règne un climat d'insécurité dans plusieurs régions. La pandémie de COVID-19 a perturbé les chaînes d'approvisionnement et ralenti les économies régionales. Enfin, les perturbations des exportations de céréales depuis la Russie et l'Ukraine ont mis en exergue les vulnérabilités liées à la mondialisation des ressources alimentaires, surtout dans des pays ayant un très faible pouvoir d'achat et une autonomie alimentaire limitée.

« Quand des familles n'ont pas suffisamment à manger, les répercussions sont très importantes et à plusieurs niveaux, rappelle Christine Simonnet, chargée de projets internationaux à la Fondation Paul Gérin-Lajoie. On fait souvent le lien avec l'insécurité alimentaire et une éducation insuffisante, un médiocre état de santé et une pauvreté intergénérationnelle. »

Le lien entre la sécurité alimentaire et l'éducation est également très important, souligne Mme Simonnet. « Si un enfant a un ventre vide, il apprend mal à l'école, il a des problèmes de santé, sa scolarité est menacée, explique-t-elle. C'est sa contribution, en tant qu'acteur et transformateur de la société, qui est remise en question. Et s'il y a un choix à faire entre éduquer la fille ou le garçon, le revenu du ménage ira à l'éducation du garçon. »

Pour renforcer la sécurité alimentaire, l'éducation des jeunes, la lutte contre la pauvreté et la résilience aux changements climatiques en Afrique de l'Ouest, plusieurs misent sur l'autonomisation économique par le biais de l'entrepreneuriat de femmes comme Adjibola Moulibabou. La plupart de ces entrepreneures sont actives dans la production agricole et la transformation agroalimentaire et utilisent des techniques traditionnelles, à faibles coûts et impacts, pour mener leurs activités.

Au Bénin, l'Association des personnes rénovatrices des technologies traditionnelles (APRETECTRA) et le Réseau d'Appui aux initiatives locales (ONG RAIL) reçoivent à cet effet l'appui de la Fondation Paul Gérin-Lajoie et le soutien financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Avec l'Initiative pour la co-construction d'un savoir commun Sud-Sud et Sud-Nord sur l'Entrepreneuriat féminin (ISEF), près de 700 filles et femmes recevront des formations pour les aider dans leur projet entrepreneurial et recevront des équipements répondant à leurs besoins entre 2022 et 2024.

Dans la ville de Comè, Julienne Lokossa fabrique de délicieux petits pains de maïs, qui sont revendus par d'autres femmes sur les marchés. Yvette Akakpo cultive, toute seule, une panoplie de fruits et de légumes sur trois hectares. Sur des petits fours d'argile, Pauline fabrique des croustilles de bananes plantain avec des oignons caramélisés. Avec un séchoir solaire, Clémence Dossougoin fabrique des farines enrichies contenant des bananes plantain, de la poudre de baobab, des carottes ou de la moringa.

À Porto-Novo, Adjibola Moulibabou a foi en toutes ces femmes qui peuvent contribuer, elles aussi, à l'autonomie alimentaire en Afrique de l'Ouest. « Une femme, tu lui fais gérer quelque chose, tu lui fais confiance, tu dis la fais croire: "tu peux y arriver", elle va te sortir de grandes choses!



s'exclame l'entrepreneure. L'entrepreneuriat n'est pas facile, mais si tu ne baisses pas les bras, tu ne te décourages pas, tu vas y arriver. »

* Ce reportage a été réalisé grâce à une bourse de journalisme indépendant de la Fondation Paul Gérin-Lajoie.

[Retour à la table des matières](#)



LE CASSE-TÊTE DES ITINÉRANTS ET DES ORGANISMES MANITOBAINS REPREND AVEC LA PREMIÈRE NEIGE

Radio-Canada – 2022-11-13

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1932292/neige-sans-abri-manitoba-organisme-froid>

Alors que la capitale manitobaine et de nombreuses régions de la province ont reçu leur première bordée de neige, les organismes s'occupant des sans-abri sont plus que jamais préoccupés.

Le contexte météorologique qui s'installe dans la province rend les personnes vivant dans la rue davantage vulnérables, alors que plusieurs itinérants se servent d'abribus depuis le début de la pandémie.

Face à la situation, des organismes confrontés à un manque de financement et limités du point de vue des infrastructures sont parfois obligés de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

J'ai un homme qui nous a amené, il est très vulnérable. [...] On ne peut pas le mettre dehors parce qu'il n'a pas d'endroit où aller alors il occupe un lit dans notre centre de réhabilitation, affirme la directrice générale de l'organisme St. Boniface Street Links, Marion Willis.

Ses services sont normalement destinés aux personnes aux prises avec les enjeux de dépendance, mais l'urgence de la situation lui a imposé un peu de flexibilité.

Malgré tout, Mme Willis explique que pour trois personnes qu'elle accepte d'héberger, elle doit s'opposer à une dizaine d'autres.

Pour le début de l'hiver elle s'était préparée en tentant de libérer une douzaine de chambres d'hôtel qui servent habituellement de logement de transition.

Les gens qui vivent dehors meurent et il faut comprendre que c'est une situation qui n'est plus concentrés dans un seul quartier mais dans toute la ville.

Selon le directeur de Lighthouse Mission, Peter McMullen, les tâches des organismes de soutien aux sans-abri seront plus complexes cet hiver avec l'inflation qui perdure

Nous pouvons tous avoir un impact même s'il s'agit d'un petit geste, explique Peter McMullen, alors qu'il participait à une collecte de fonds à la mémoire de Leroy Adams, un ancien itinérant qui avait dédié sa vie à aider ceux qui ont vécu la même situation que lui.

Le directeur de Lighthouse Mission, a qui bénéficiera la collecte, en appelle à la générosité des Manitobains.

Afin d'offrir de meilleurs services aux sans-abris, un recensement avait été effectué au printemps sous l'égide de l'organisme End Homelessness Winnipeg dans le cadre du programme fédéral Vers un chez-soi. L'objectif est de recueillir des informations qui permettent de constater l'ampleur du phénomène dans la capitale manitobaine.

Le premier recensement dans les rues de Winnipeg a eu lieu en 2015 et le second en 2018. L'opération avait permis de recenser jusqu'à 1500 itinérants en 2018.



Face à l'urgence de la situation dans certains secteurs de la capitale manitobaine, la province a annoncé au mois d'août un financement de 5,4 millions de dollars pour combattre l'itinérance à Winnipeg. L'aide complète un financement fédéral de 12,7 millions de dollars annoncé au mois de janvier pour la construction de nouveaux logements abordables dans la capitale manitobaine.

[Retour à la table des matières](#)



LA POPULATION MONDIALE FRANCHIRA LE CAP DES 8 MILLIARDS D'HUMAINS MARDI

The Associated Press (via L'Hebdo Journal) – 2022-11-15

<https://www.lhebdjournal.com/nouvelles-nationales/la-population-mondiale-franchira-le-cap-des-8-milliards-dhumains-mardi-2/>

LAGOS, Nigéria — La population mondiale franchira le cap des huit milliards d'humains mardi, selon des projections de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Les pays en développement en Afrique seraient les endroits où la croissance est la plus rapide actuellement, selon l'ONU.

En effet, au cours des trois prochaines décennies, la population du Nigéria devrait passer de 216 millions à 375 millions, ce qui fera de ce pays d'Afrique de l'Ouest le quatrième pays le plus peuplé du monde après l'Inde, la Chine et les États-Unis.

L'ONU souligne que la Journée des 8 milliards a surtout une valeur symbolique, plutôt que précise, tandis que des experts rappellent que la croissance de la population peut entraîner certains effets néfastes.

La tendance à la hausse menace de laisser encore plus de personnes dans la misère dans les pays en développement, et les gouvernements devront trouver des manières de fournir suffisamment de salles de classe et d'emplois pour un nombre croissant de jeunes. L'insécurité alimentaire devient aussi un problème encore plus urgent.

Concernant les changements climatiques, les experts préviennent que la plus grande menace pour l'environnement demeure la consommation, qui est plus élevée dans les pays développés qui ne connaissent pas de fortes augmentations de leur population.

Selon les projections actuelles, la population mondiale atteindra 8,5 milliards d'habitants en 2030, 9,7 milliards en 2050 et 10,4 milliards en 2100.

En plus du Nigéria, l'Égypte, le Pakistan, les Philippines et l'Inde connaissent aussi une croissance rapide de leur population. L'Inde doit d'ailleurs dépasser la Chine et devenir le pays le plus peuplé de la planète l'an prochain.

[Retour à la table des matières](#)



ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES : QUEBEC VERSE 10 MILLIONS POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

La Presse+ - 2022-11-15 - p. ACTUALITÉS_15

La Presse – 2022-11-15

Par : Jean-Thomas Léveillé

<https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/2022-11-15/adaptation-aux-changements-climatiques/quebec-verse-10-millions-pour-les-pays-en-developpement.php#:~:text=Le%20gouvernement%20du%20Qu%C3%A9bec%20verse,el%2DCheikh%2C%20en%20%C3%89gypte.>

Le gouvernement du Québec verse encore cette année 10 millions de dollars au Fonds pour l'adaptation aux changements climatiques des Nations unies, annoncera ce mardi le ministre Benoit Charette à la 27^e conférence des Nations unies sur le climat (COP27), à Charm el-Cheikh, en Égypte.

page actualités_15

Il y a un an, le gouvernement Legault avait aussi versé 10 millions à ce fonds destiné à aider les pays en développement à s'adapter aux conséquences des changements climatiques, lors de la COP26, multipliant ainsi par plus de trois la contribution de 3 millions de 2019.

Avec cette nouvelle contribution, Québec financera des projets touchant la sécurité alimentaire, la gestion de l'eau, l'agriculture durable, la gestion des zones côtières, les forêts et la réduction des risques de catastrophes naturelles.

Cette contribution s'inscrit dans le « concept de justice climatique », qui veut que les États les plus responsables des changements climatiques aident ceux qui en souffrent le plus à y faire face, a expliqué Benoit Charette, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, dans un entretien avec La Presse.

Les pays les plus vulnérables sont bien souvent des pays qui ont bien peu contribué [aux changements climatiques], qui ont des émissions [de gaz à effet de serre] par habitant plus basses.

Benoit Charette, ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Une telle aide « n'enlève pas l'obligation de réduire » les émissions du Québec, qui continuent d'alimenter la crise climatique, reconnaît le ministre, s'empressant d'ajouter que son gouvernement « a un plan très étoffé » en la matière.

« Les efforts en sol québécois, on les fait », dit-il, indiquant qu'il présentera le printemps prochain la troisième version de son plan de mise en œuvre des objectifs climatiques gouvernementaux.

« On serait carboneutres demain matin qu'on aurait quand même à subir les impacts des changements climatiques, qu'on aurait à s'y adapter, minimalement pour les 20 prochaines années », ajoute-t-il.

D'autres fonds promis



Benoit Charette promet de contribuer à un éventuel financement international des « pertes et préjudices » subis par les pays en développement en raison des changements climatiques, enjeu qui fait l'objet d'âpres discussions à la COP27.

« Étant donné que le fonds n'est pas encore constitué, on ne s'est pas commis, mais l'intérêt est là », assure-t-il.

L'Écosse avait annoncé des fonds pour les pertes et préjudices dès l'an dernier, à la COP26, mais le Québec « joue de prudence », dit le ministre Charette.

Le gouvernement Legault choisit d'ailleurs de contribuer au Fonds pour l'adaptation des Nations unies plutôt qu'à d'autres initiatives parce qu'il offre transparence, garanties de résultats et saine gestion des fonds publics, explique M. Charette.

C'est aussi en « droite ligne » avec son Plan pour une économie verte, qui reconnaît l'importance de collaborer avec les pays en développement, ajoute-t-il.

« Le Québec est l'un des rares états fédérés à contribuer à ce fonds-là », s'enorgueillit le ministre.

Québec a aussi annoncé lundi une contribution de 6,6 millions de dollars sur trois ans à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour appuyer le secteur de l'agriculture au Sénégal, en Côte d'Ivoire et en Haïti, frappé de plein fouet par la crise climatique.

Taxer la pollution

La COP27 est aussi l'occasion pour Benoit Charette de parler de l'interdiction de la vente de véhicules à moteur à combustion ou du marché du carbone du Québec et de la Californie.

« C'est toujours fascinant de voir à quel point on est sollicités par d'autres États », confie le ministre.

Si cet intérêt ne s'est pas encore traduit par l'ajout de nouveaux participants au marché du carbone, c'est parce que le Québec se montre « plus regardant sur les partenariats », explique le ministre Charette.

« On recherche moins des partenaires qui seraient vendeurs [de droits de polluer], on recherche des partenaires qui seraient acheteurs », précise-t-il.

Le ministre ajoute que l'intérêt des autres États concerne souvent les « outils » et les « protocoles » que le Québec a développés, estimant que l'important n'est pas tant d'élargir le marché du carbone Québec-Californie que de faire en sorte que les tarifications sur la pollution se multiplient.

« Ultimement, ce qu'on souhaite, dit-il, c'est qu'il y ait une taxe carbone qui soit implantée à la grandeur de la planète. »

[Retour à la table des matières](#)





Actualité à surveiller



TITRE
MÉDIA – DATE - PAGE